

La paysannerie chapelaine entre 1856 et 1965

Avant d'être la ville nouvelle que nous connaissons actuellement, La Chapelle-sur-Erdre a longtemps été une vaste et riche commune agricole. Cette richesse a culminé au cours de la décennie 1960, période à partir de laquelle une inexorable urbanisation s'est développée. Le présent article a pour objectif de décrire ce territoire au milieu du 19^{ième} et aux deux tiers du 20^{ième} siècle puis de présenter quelques uns des faits caractéristiques du développement de l'agriculture entre ces deux moments.

Les années 1850 sont un bon point de départ pour cette observation car c'est à ce moment-là qu'ont été mises en place des infrastructures propres à désenclaver la commune, à stimuler les échanges et donc le développement économique :

-1852 : mise en service du viaduc de la Verrière,

-1860 : ouverture de la « nouvelle route » vers Sucé (et donc vers le nord de la commune),

-1877 : ouverture de la ligne de chemin de fer Nantes-Chateaubriant,

Plus tard arriveront la machine à vapeur sous la forme de la locomobile au début du vingtième siècle et l'électricité dans les années 1930.

Les années 1960, quant à elles, marquent la fin d'une époque. On observe alors en France un exode rural important et croissant, encouragé et organisé par les Pouvoirs Publics dans l'objectif de développer les secteurs dits « secondaire » et « tertiaire » tout en augmentant la production et la compétitivité de l'agriculture française au moment de la mise en place du Marché Commun. La Chapelle subira d'autant plus les effets de cette politique que : 1) Nantes toute proche offre de nombreuses opportunités d'emploi, que 2) les structures agraires bien particulières de La Chapelle ne permettent pas à la plupart des paysans de s'accrocher au train du progrès agricole et que 3) la pression de l'urbanisation va amputer progressivement le territoire communal d'une partie de ses terres cultivables et de ses exploitations. On peut dire que 1965 est l'apogée de l'agriculture chapelaine.

1- La Chapelle-sur-Erdre en 1856 : 326 paysans répartis sur presque tout le territoire

Les « Annales de Nantes » ont publié fin 1983 un numéro consacré à l'Erdre. On y trouve naturellement quelques articles sur La Chapelle et en particulier celui de M. Ravilly qui reprend un tableau du « dictionnaire des lieux habités de Loire-Inférieure » de FJ Pinson (1857). Celui-ci y énumère (par ordre alphabétique et par catégorie d'habitat) tous les 98 lieux habités (et 5 lieux non habités qui sont en fait 5 moulins à vent) avec le nombre de « ménages » et d'habitants qui y vivent. Il classe ces lieux en six catégories. Le tableau ci-dessous donne une bonne vision du peuplement de la commune par catégorie d'habitat et il permet de déduire quels étaient la profession et le statut des habitants.

Catégories d'habitat	Nombre de lieux	Nombre de ménages	Nombre d'habitants
Maisons	8	8	25
Borderies	12	12	55
Métairies	27	46	365
Hameaux	9	26	126
Villages	22	306	1360
Domaines	17	47	312
Bourg	1	52	186
Châteaux	2	9	49
Total	98	506	2478

Les métayers (fermiers) et leurs familles représentent 15% d'une population dont l'essentiel est constitué de petits bordiers exploitant des terres dont ils sont en grande partie propriétaires.

Par **maison**, il faut comprendre un habitat isolé, une maison par lieu et un ménage par maison, soit un à quatre habitants, (trois en moyenne par ménage). Les chefs de famille sont vraisemblablement des ouvriers ou des journaliers agricoles ou des retraités et non pas des agriculteurs car ils auraient été rangés dans la catégorie des bordiers ou des métayers.

Borderie signifie ici « petite exploitation en faire-valoir direct » située en périphérie d'un village ou d'un hameau et qui fait vivre une famille de 4,5 personnes en moyenne, 6 au maximum dans 2 cas, soit les parents et deux à quatre enfants.

La **métairie** est aussi une exploitation agricole mais elle est en fermage et elle est beaucoup plus vaste. Le ménage compte près de 8 personnes en moyenne. Les métairies sont le plus souvent isolées au centre de zones de défrichement (par exemple aux Harmonières avec 1 métairie, 1 ménage, 11 habitants). Parfois, elles sont groupées sans être considérées pour autant comme un hameau. C'est le cas des 4 fermes de la Maisonneuve, dont M. Anselme Fleury alors maire de La Chapelle est le propriétaire, (24 habitants en tout.). La taille du « ménage » (jusqu'à 19 à la Boutière et souvent plus de 10 -comme aux Harmonières ou aux Clouis-) laisse penser que l'on a parfois affaire à des « familles-souche » (la famille du chef d'exploitation, ses parents, des frères et sœurs...). De plus, les valets de ferme, les jeunes commis et autres domestiques vivant sur place étaient intégrés au ménage, ce qui en majorait donc la taille.

Nb : Cette classification entre borderie égale petite ferme, d'une part, et métairie égale grande ferme d'autre part, est moins pertinente que celle qu'utilisent les géographes ¹. Pour eux, les borderies sont un type d'exploitations se caractérisant par un habitat groupé (en village) et des parcelles agricoles nombreuses dispersées autour de ce centre. Cette dispersion est justifiée par la nécessité pour chaque famille de disposer de parcelles les mieux adaptées à chaque type de production : par exemple, une ou des parcelles de vigne sur la zone la mieux exposée, une ou des parcelles sur des sols sains et filtrants pour les céréales et autres cultures, des parcelles dans les bas-fonds pour les prairies permanentes.... Ces blocs de parcelles sont dénommés « gageries » et l'ensemble des gageries constitue le « finage » du village (l'ensemble de la surface agricole utilisée). Par exemple, à Mouline, au début du vingtième siècle, on avait 40 borderies, une vingtaine de gageries et un finage d'environ 200 hectares. Cette forme d'exploitation du sol était indispensable pour garantir la sécurité alimentaire de chaque ménage. Mais elle implique un morcellement extrême du foncier qui s'amplifie d'une génération à l'autre au fur et à mesure des partages égalitaires entre héritiers. Cette organisation remonte aux origines du peuplement. Les premiers paysans se sont établis sur des terres libres, des communs

¹ Notamment J. Renard dans sa thèse « les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise »

qu'ils se sont ensuite partagés et appropriés progressivement de la façon optimale décrite ci-dessus, en fonction de leurs possibilités, principalement en force de travail, et en laissant une couronne libre (les fameux communs de village) pour les usages collectifs (aires de battage, mares, puits, fours à pain, vaine pâture...).

En revanche, les métairies sont des exploitations plus récentes, plus grandes, provenant de la mise en valeur par la noblesse de ses fiefs. Les sièges d'exploitation sont centrés par rapport au parcellaire. Les métairies sont donc isolées les unes des autres. Mises en valeur selon le mode du métayage à l'origine elles ont été transformées assez rapidement en fermes.

Quant à la notion de **village**, il faut la comprendre comme agglomération d'une taille déjà significative. On en compte 22, par exemple : les Cahéreaux avec 22 ménages et 83 habitants, la Vrière avec 52 ménages et 225 habitants. Les autres villages significatifs sont : la Haie et la Gergaudière (114 et 104 habitants) puis les Cahéreaux et Mouline (85 chacun). Le **hameau** est en quelque sorte un « petit village » d'au moins 2 maisons. Par exemple : la Hergrenière : 5 ménages et 22 habitants. Mais la frontière entre hameau et village est floue. Le Champ-Perrault avec 5 ménages et 23 habitants, est classé village.

Au-delà de ces appellations, l'important est de bien voir que les villages sont des centres d'habitat et de vie sociale auxquels se rattachent des périphéries constituées de hameaux, borderies, maisons, des faux bourgs en quelque sorte.

Le **bourg** de La Chapelle, justement, en 1856, avec ses 186 habitants n'est pas la plus grosse agglomération de la commune. La Vrière on l'a vu, est plus importante. Idem pour l'ensemble Gergaudière-Rouaudière ou les Cahéreaux et ses environs ou encore la Mirais. Hormis le fait de porter l'église, son rôle économique à l'époque est limité. Il comprend des borderies qui exploitent des gageries comme celle du Ploreau (la Clépettre aujourd'hui)

Les **domaines** (comme « le Bouffay », « la Bretonnière », « l'Evardière ») sont des propriétés foncières constituées d'un petit château ou d'un manoir flanqué d'un parc et d'une ou quelques métairies.

Enfin, c'est à juste titre que les **châteaux** sont une catégorie distincte des « domaines ». Ce sont des édifices plus importants, des propriétés plus vastes et ce sont surtout les résidences de la noblesse, détentrice du pouvoir politique. Ces deux châteaux sont ceux des familles De Sesmaisons et Poydras de la Lande dont les descendants occuperont alternativement la fonction de maire au cours de la période qui nous intéresse.

Pour connaître le nombre précis de paysans à cette époque, il faut se reporter aux résultats du recensement de 1851.

	Nombre de familles	Population
A = Population totale dont :	461	2554
laboureurs/cultivateurs	326	1907
artisans agricoles	8	41
journaliers et ouvriers agricoles	32	99
jardiniers	8	30
B = Total population agricole (laboureurs + ouvriers + jardiniers)	366	2036
% population agricole (B/A)	79,4%	79,7%
	du nombre de familles	du nombre d'habitants

Ainsi, au milieu du 19^{ième} siècle, près de 80% de la population chapelaine vivait directement de l'agriculture.

Le sud de la commune, beaucoup plus peuplé, est séparé du nord (la Mirais, la Brosse, Mouline) par une sorte de no-man's land en cours de colonisation...

Une analyse géographique de l'inventaire de l'habitat et du peuplement aboutit à distinguer alors une dizaine de quartiers dans la commune :

- le nord, avec la Mirais et la Brosse d'une part, Mouline d'autre part
- le sud-ouest, délimité à l'est par le Gesvres (soit la Rouaudière, la Gergaudière, la Bitaudais, la Noue Verrière....)
- le bourg,
- le sud du bourg : Mazaire, le Bouffay d'un côté, la Mongendrière, la Maigrière, la Haie, de l'autre
- la Vrière,
- le sud-est : Côtalard
- le sud : les Cahéreaux et au-delà
- une vaste zone « centre » située entre le « bourg » et le « nord » de la commune

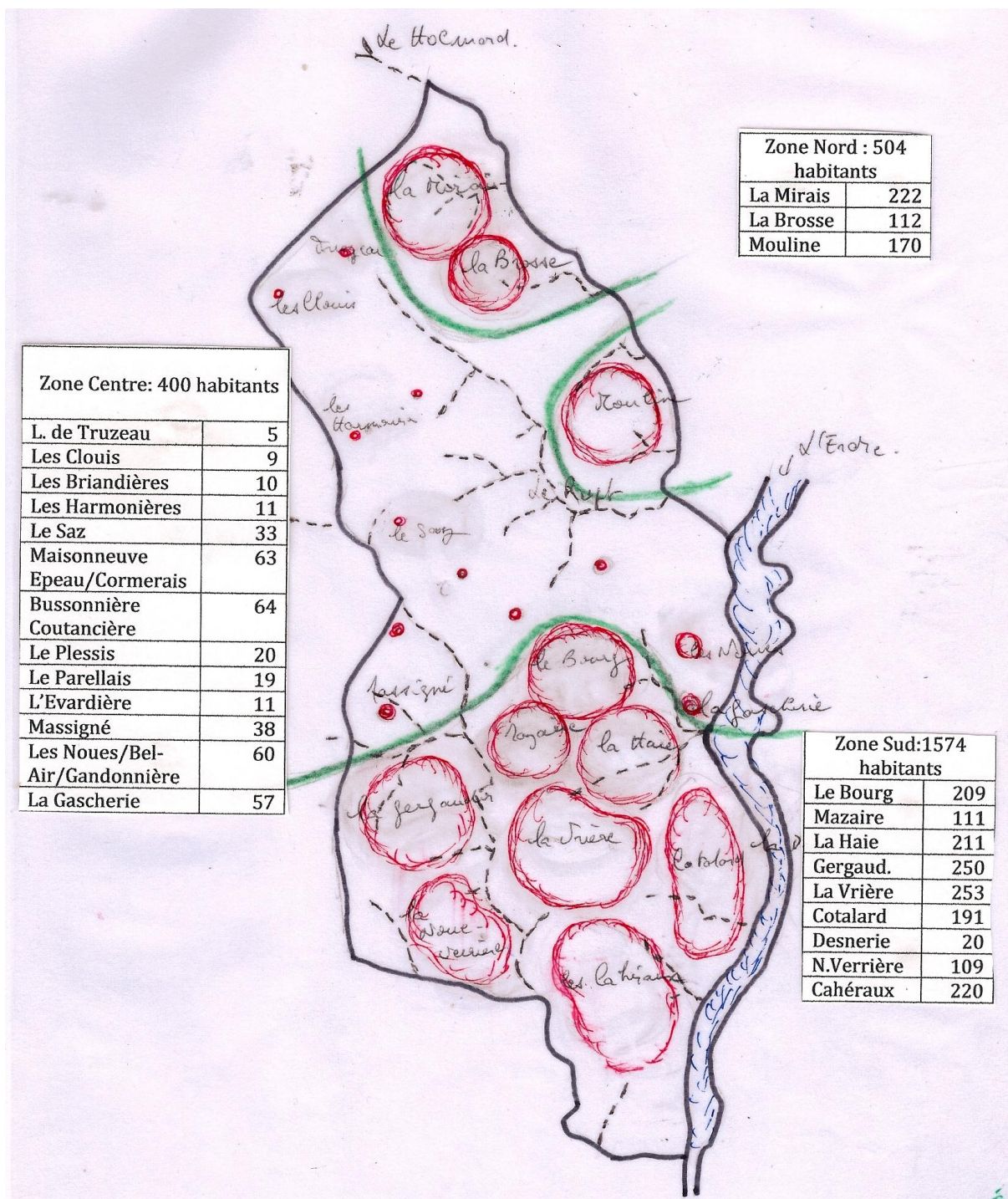
Ces quartiers sont visualisés sur la carte ci-dessous. On peut les regrouper en trois grandes zones :

- une **zone nord** entre Rupt et Hocmard avec trois villages-centre et leurs périphéries (la Mirais, la Brosse et Mouline) pour un total de 504 habitants soit environ 75 au km². C'est une zone éloignée du bourg et enclavée. La Simonière est à près de deux heures de marche du bourg, plus de trois avec un attelage de bœufs. La route actuelle vers Sucé n'existe pas. L'accès de Mouline au Bourg passe par le chemin creux de Rupt (entre le Plessis et la Hergrenière).
- une **zone sud** au sens large, comprenant le bourg. Elle concentre les deux tiers de la population sur un peu plus de 40% du territoire (environ 125 habitant au km²).
- une grande **zone intermédiaire** comprise entre une ligne allant de la Grimaudière au nord du bourg puis vers la Hautière et Massigné d'une part et une ligne formée par le Rupt d'autre part. Elle est constituée pour l'essentiel des terres de la Gascherie, terres qui sont alors en cours de défrichement. L'habitat sur cette zone est dispersé et la densité de population est de l'ordre de 40 habitants au km².

On verra ultérieurement que ces trois zones évolueront différemment d'ici 1965.

En terme de densité de population, La Chapelle avec 75 habitants au km² en moyenne est plus peuplée que la Loire-Inférieure (moins de 60 habitants au km², Nantes comprise, nb: chiffre de 1840). On y relève aussi moins de friches et landes (12% du territoire contre 40 à 50% en Loire-Inférieure).

Le fait que l'on n'ait pas observé à La Chapelle l'exode rural qui a caractérisé les campagnes françaises début 19^{ième} consécutif notamment à la famine de 1795 et à l'offre de travail en ville dans l'industrie et le bâtiment, tendrait à indiquer que la situation était moins désespérante que dans beaucoup de départements français.



Carte de La Chapelle-sur-Erdre en 1856 : répartition géographique de la population en trois grandes zones. On visualise bien la grande zone centrale en cours de colonisation, constituée principalement de terres propriété de la Gascherie. (nb : les cercles représentent les villages et leur périphérie).

Les situations économiques sont précaires

On possède peu de données économiques précises permettant d'évaluer le niveau de vie des paysans chapelains de l'époque. F. Maisonneuve (en 1998) a procédé à l'étude des inventaires après décès de 96 exploitants agricoles chapelains relevant de la seigneurie de la Gascherie, début 19^{ième}. Les résultats sont à interpréter avec prudence car l'échantillon, composé plutôt de fermiers, n'est représentatif que d'une partie de la population.

Il montre que le capital d'exploitation (matériel, outils, animaux) est réduit et représente en moyenne une valeur à peine supérieure à celle des biens domestiques (meubles, linge, ustensiles de cuisine) eux-mêmes très limités étant donné l'exiguïté de l'habitat. Parmi le matériel, c'est le matériel viticole qui est le plus important (fûts et barriques pour stocker le vin et le cidre). Les situations sont très hétérogènes. On trouve beaucoup de paysans qui n'ont presque rien, seulement des outils à main, des pelles, des fourches, des bêches, des faucilles, pas de cheval. Ils cultivent manuellement quelques lopins de terre. Ils possèdent au mieux une ou deux vaches, quelques moutons, des lapins et parfois un porc. Ils se louent souvent comme journaliers à de gros exploitants fermiers. Ceux-ci ont beaucoup plus de moyens : au moins 7 bovins, plus de 20 ovins, des porcs et surtout un cheval ainsi que le matériel attelé correspondant, charrue, herse... Les montants de ces 96 patrimoines montrent des écarts considérables allant de 10 à 1837 livres pour une moyenne de 494.



Ci-dessus : Millet (1857) : Les Glaneuses, une représentation réaliste de la condition paysanne au 19^{ième} siècle.

On verra en seconde partie que la surface moyenne des exploitations était de 14,4 hectares en 1965 pour 172 exploitants. En 1856, compte tenu des landes encore existantes, elle est de 6 à 7 hectares, ce qui est déjà une surface intéressante pour l'époque compte tenu des moyens d'exploitation disponibles, mais avec certainement des écarts de surface importants entre exploitants. Il existe donc en quelque sorte une petite bourgeoisie rurale constituée surtout de fermiers. Ils emploient du personnel à demeure (les valets, commis et filles de ferme évoqués plus haut) ainsi que des journaliers agricoles. Ceux-ci sont généralement des enfants de bordiers embauchés ponctuellement pour faire face aux pointes de travail et accomplir les travaux ingrats et pénibles, curer les étables par exemple. Avec les valets de ferme, souvent mal-traités et peu -ou pas- payés, ils constituent le bas de la hiérarchie sociale. L'objectif du bordier est de grimper dans cette hiérarchie en « prenant une ferme ».

A noter que les ovins constituent une part significative du cheptel (10 animaux en moyenne par troupeau, 20 à 30 parfois). Ils pâturent les communs et permettent de valoriser les landes. Ils sont une des rares spéculations commerciales (Nantes est un centre lainier) dans une économie autarcique vouée à la production pour l'auto-consommation.

Ces paysans - surtout les petits - sont des « touche-à-tout » : laboureur, journalier agricole, on l'a vu, mais aussi maçon, charpentier, cerclier, tonnelier... Personne n'est tout à fait spécialisé et il n'y a pas de frontière nette entre les types d'activités. Cette confusion s'explique notamment par les conditions de la production agricole qui impliquent sur-activité en été et sous-activité donc temps morts en hiver. En 1851, on ne recense (cf ci-dessus) que huit artisans travaillant directement pour l'agriculture (forgeron, charron, bourrelier, tonnelier...). En 1901, leur nombre passera à 50, une spécialisation des activités s'opère donc au cours de la seconde partie du siècle.

On peut imaginer que la situation était différente entre les trois zones définies ci-dessus. Le sud avec sa population plus dense, ses exploitations plus petites, une main d'œuvre en excès et des facilités pour commercialiser vers Nantes a enclenché plus tôt un processus de spécialisation et de développement d'artisanat. Ce qui a généré des gains de productivité, une croissance des revenus ainsi qu'une évolution des mentalités. Par contre pour le nord, à cause des problèmes de circulation développés ci-dessus, ce processus n'a pu se mettre en place que beaucoup plus tard. La zone centre pour sa part disposait des meilleurs atouts pour investir dans l'agriculture : exploitations plus vastes, en fermage, propriétaires disposant de capitaux pour construire des sièges d'exploitation fonctionnels, parcellaire groupé, possibilité d'extension de surfaces en empiétant sur les landes.

La vie était courte et pas toujours drôle

Les paysans n'écrivaient pas (ni ne lisaient d'ailleurs : il n'y avait pas de livres dans les maisons), on ne dispose donc pas de monographies sur ce qu'était la vie de ces chapelains vers 1850. Elle était certainement assez proche des descriptions qu'en ont faites Emile Zola, Henry Guillaumin (« la vie d'un simple ») et des peintres. Pour être très synthétique, il suffit de rappeler que l'espérance de vie à la naissance en France, en 1850 était de 43 ans en moyenne, sans doute un peu plus à La Chapelle où les conditions de vie étaient probablement moins insalubres que dans nombre de quartiers urbains.



1860 : abords d'une ferme normande (Hervier)

Beaucoup de facteurs contribuaient à ce mauvais résultat :

-la mortalité infantile (plus d'un enfant sur six mourait dans l'année suivant sa naissance),

-l'insalubrité des logements, d'une seule pièce en général, de 6 mètres sur 6, mal aérée, peu ou non chauffée, humide, mal éclairée. Il en était de même de leur environnement : cours de ferme boueuses d'octobre à mars car mal empierrées, tas de fumier à proximité de l'habitat...

-la mauvaise qualité de l'eau puisée au puits ou à la fontaine. Boire du vin ou du cidre était souvent moins nocif à cette époque que de boire l'eau de certains puits ou fontaines souillée par les débordements de rigoles, les jours de fortes pluies, voire par les écoulements de purin,

-le manque d'hygiène et l'inexistence de services de santé. C'était l'époque des rebouteux, guérisseurs et autres sorciers.

Les gens vivaient d'une façon communautaire, en s'entraïdant pour le travail, en se rendant des services gratuits, en passant leurs loisirs ensemble (les longues soirées d'hiver !), en réalisant des investissements en commun : des fours, des chemins, des puits. Mais la consanguinité était importante dans ces communautés de faible dimension repliées sur elles-mêmes à cause du manque de moyens de communication.

Les paysans vivaient en autarcie. La production agricole était largement destinée à l'autoconsommation. Le pain constituait à l'époque une des bases de l'alimentation. Sa consommation était en France de 600 grammes par jour et par habitant en moyenne. Mais en Basse-Bretagne et donc à priori à La Chapelle, cette consommation était certainement très inférieure grâce à une culture dont on ne louera jamais assez les qualités : le blé noir². Jusque dans les années 1950, dans nombre de familles de la Chapelle on consommait encore des galettes presque tous les jours. Selon Martine Cocard³, la production de sarrasin s'est développée dans l'Ouest jusqu'en 1880. Longtemps production alimentaire principale, elle n'a été dépassée par le froment que vers 1860. M. Cocard a étudié les comptes d'une population de 7 métairies (de 9 à 16 hectares) appartenant à un propriétaire des Côtes du Nord : le blé noir y assurait dans ce cas précis 51% des revenus céréaliers.

² Le blé noir n'est pas une céréale à proprement parler.

³ Dans : Une approche de la modernisation agricole de l'Ouest au 19^{ème} siècle. (ruralia.org)

Le sarrazin est une plante intéressante à double titre : celui de sa production et celui de sa consommation. Il s'accommode - mieux que le blé - des sols pauvres, acides, froids et humides, tels ceux des landes dont il facilite grandement la mise en culture. Il est considéré au 19^{ième} siècle comme la meilleure tête de rotation. Son développement est rapide : semis au printemps, récolte en fin d'été, il étouffe les mauvaises herbes. C'est une plante nettoiyante comme les plantes sarclées. Son rendement a été pendant longtemps égal voire supérieur à celui du froment. Celui-ci, semé à l'automne peut être pénalisé par un hiver humide (mauvaise implantation) ou très froid (destruction par le gel). Ce qui explique que le blé noir soit resté au 20^{ième} siècle complémentaire du blé car on peut en moduler les ensemencements en fonction des perspectives de rendement de ce dernier. Il a été longtemps déterminant pour la sécurité alimentaire des paysans pauvres de l'ouest.

Ce blé noir était consommé sous forme de galettes. Leur fabrication et cuisson sont plus rapides que celles du pain et utilisent moins de bois : il n'y a pas besoin de « chauffer le four », il suffit de poser le galettier sur le trépied dans la cheminée. Pendant longtemps le pain a certainement été considéré par une partie de la population comme un aliment réservé aux grandes occasions. Ce n'était évidemment plus le cas en 1965.

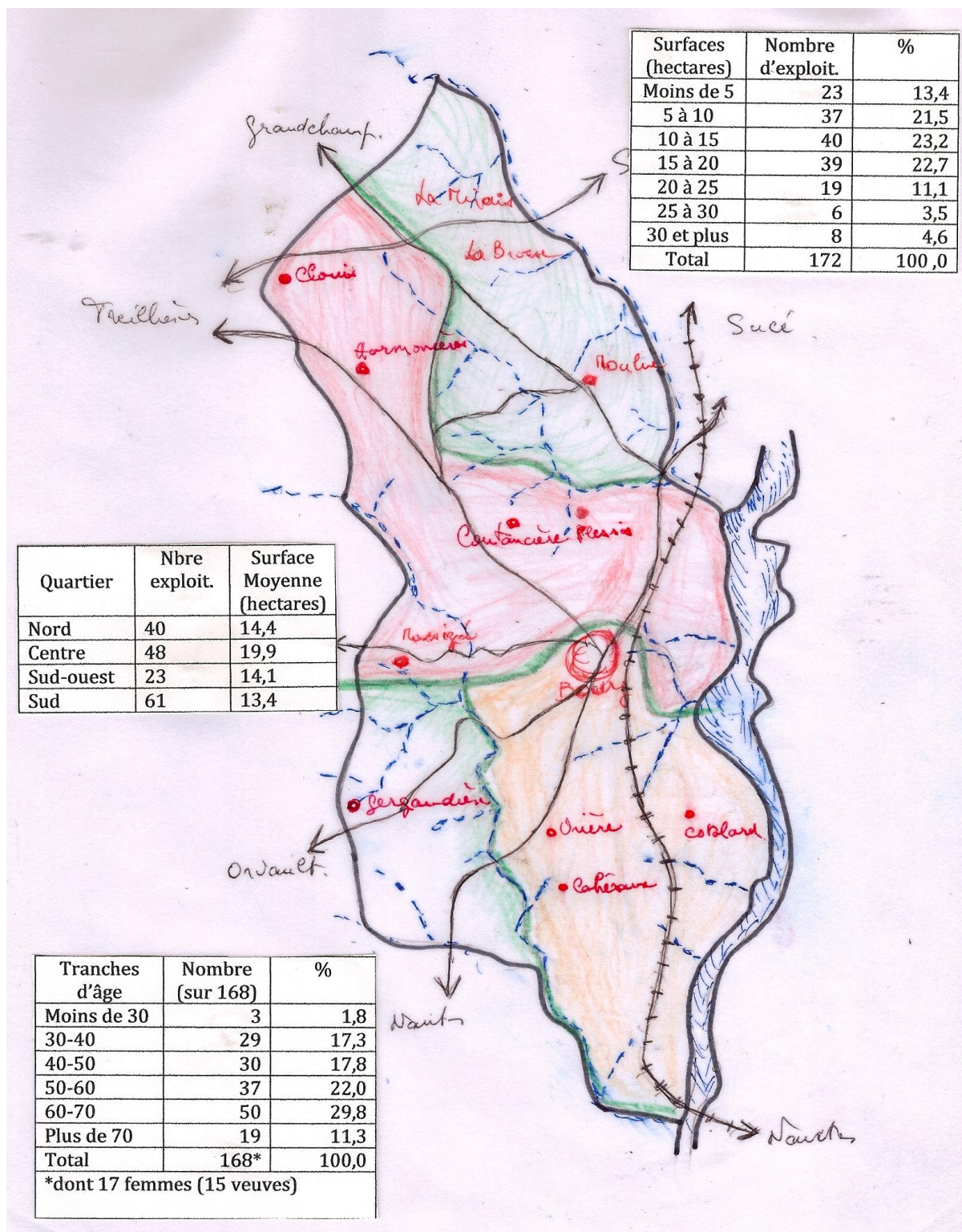
2- En 1965, avec 172 exploitants, La Chapelle-sur-Erdre reste une commune très agricole

Après avoir évoqué la situation de l'agriculture vers 1856, présentons maintenant celle de 1965. C'est une *date charnière* pour La Chapelle. Les « élites » sont en plein renouvellement. On vient de changer de maire. F. Clouet, fermier sur 13 hectares à Beauregard succède à H. Savelli (propriétaire de la Gascherie). Le clergé vient d'être renouvelé (un nouveau poste de vicaire a même été créé). Les responsables du syndicat agricole local sont remplacés par de jeunes agriculteurs formés par la JAC⁴. L'exode rural devient nettement visible: de plus en plus de jeunes aides familiaux abandonnent l'agriculture au retour de l'armée (c'est-à-dire de la guerre d'Algérie) pour partir « travailler à Nantes ». La population chapelaine est encore de 2500 habitants comme en 1856, mais on pressent que cela ne va pas durer. Les deux premiers lotissements -la Lande du Bourg et Beauregard- sont dans les cartons des promoteurs immobiliers.

Pour décrire la situation de 1965, nous disposons du « Répertoire des Exploitations Agricoles - REA ». C'est un fichier que la Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique vient alors de mettre en place. Ce répertoire a été actualisé ensuite tous les 5 ans.

En 1965, à La Chapelle, on recense encore 172 exploitations. Elles sont de faibles dimensions : la moitié mesurent moins de 13,25 hectares, leur surface moyenne est de 14,4 hectares. La plus grande d'entre elles est le GAEC de Massigné (80 hectares soit un peu plus de 25 hectares pour chacun des 3 associés). En comparaison, elle était de 15,8 ha en France en 1963. Pour l'anecdote, l'une des plus petites est celle au nom du curé Joseph Michon : 2,9 hectares en jardin et pré, autour de l'église et du presbytère.

⁴ Jeunesse Agricole Catholique



Carte : Surfaces et répartition géographique des exploitations en 1965 selon les différentes zones de la commune. (Surface moyenne pour l'ensemble de la commune: 14,4 hectares)

En bas à gauche : répartition des exploitants (sur 168) par tranches d'âge.

Ces 172 exploitants⁵ cultivent 2480 hectares en tout, soit environ 75% du territoire communal. C'est un taux plutôt élevé, compte tenu des surfaces impropres à l'agriculture et des surfaces dévolues à d'autres usages : routes, logements, équipements publics, siège d'exploitations, bois... Ils sont répartis à 50/50 entre le nord et le sud de la commune. Les surfaces moyennes sont plus élevées dans le centre comme le montre la carte ci-dessous. Les **structures agraires**, c'est-à-dire l'organisation du foncier sont disparates. Celles comprises dans la zone « nord » et la zone « sud » se caractérisent en général par un morcellement extrême. Dans cette dernière on trouve beaucoup de micro-exploitations (34 sur 61 mesurent moins de 10 hectares). Celles de la « zone centre » sont de dimension beaucoup plus intéressante. Le remembrement des propriétés, suggéré du bout des lèvres par des responsables professionnels, n'était pas réaliste vu la multiplicité du nombre de propriétaires et d'exploitants. De toute façon, il n'aurait abouti qu'à transformer de très petites parcelles cadastrales en petites parcelles à peine mieux adaptées à l'agriculture moderne. Or l'enjeu était avant tout de regrouper les exploitations donc d'inciter leurs responsables à partir, puis ensuite de réorganiser les parcelles culturales pour créer des îlots de culture de taille satisfaisante.

Le REA de 1965 recense 50 fermiers au sens strict, 32 propriétaires-exploitants purs (en faire valoir direct) et la moitié des exploitants relève des deux modes de faire-valoir : propriétaires des bâtiments et d'une partie des terres, locataire d'une autre partie du foncier. Le montant du fermage pour ces terres non rattachées à une métairie est légèrement plus faible. Cette dualité des modes de faire-valoir est une spécificité ancienne de la Chapelle.

L'orientation technico-économique (les productions principales) des 172 exploitations est remarquablement homogène. On trouve 158 exploitations (92%) exclusivement « polyculture-élevage ». Seules trois d'entre elles se sont diversifiées, à petite échelle, dans l'aviiculture (trois ateliers hors-sol de poulet de chair). Les 14 autres exploitations sont soit des petits maraîchers (8) des vergers spécialisés (2) ou des « divers ».

Par « polyculture-élevage », il faut comprendre surtout « lait-céréales ». Le lait est la grande production agricole de la Chapelle. Les cultures sont l'herbe (prairies temporaires par opposition aux prairies permanentes des bas-fonds et autres zones

⁵ La répartition de leurs patronymes mériterait une étude en soi. On y dénombrait 5 Blot, 5 Leroy, 6 Quirion, 12 Clouet et 22 Maisonneuve.....

humides), les fourrages annuels, le maïs-fourrage, les choux, les betteraves, les céréales (blé et avoine surtout, car le maïs-grain n'a pas encore été introduit et l'orge est peu cultivée), les pommes de terre, les arbres fruitiers, la vigne... L'exploitation du sol est intensive. Il n'y a pas d'espace perdu. La haie et le talus portent souvent des arbres fruitiers (cerisiers, pommiers, châtaigniers). On trouve très peu de bovins-viande. Les porcs présents dans la plupart des exploitations sont avant tout destinés à l'auto-consommation.



Le porc pour l'auto-consommation

Ces exploitations sont peu mécanisées. On recense 70 tracteurs soit un pour 2,5 exploitations environ. Actuellement on les qualifierait de petits engins avec leur puissance comprise entre 16 et 52 chevaux, le tracteur moyen de l'époque est un 30/35 chevaux.

Il y a deux CUMA d'une vingtaine d'adhérents chacune, celle dite de Massigné avec un tracteur (55 CV), du matériel de labour (charrue, rotavator) et du matériel de récolte (presse à fourrage et moissonneuse-batteuse). L'autre CUMA, dite de l'Epeau n'intervient que pour les battages (avec une moissonneuse-batteuse, une BRAUD, comme à Massigné, fabriquée à St Mars-la-Jaille). Pour les travaux lourds, tels les battages, les agriculteurs ont également recours aux services d'entreprises de travaux agricoles. Hormis deux chapelaines, ces entreprises sont extérieures à la commune (Casson, Sucé, Granchamp....). L'agriculture repose donc encore largement sur la traction animale. Chaque exploitation compte au moins un cheval de trait. Il reste encore quelques rares paires de vaches attelées.

La **commercialisation de la production** s'opère ainsi :

- pour le lait, laiterie Stassano à la Jonelière, laiterie Monnier à Orvault, Coopérative d'Ancenis (CANA), Coopérative de Notre Dame des Landes,
- pour les fruits : deux grossistes, l'un à Mouline, l'autre dans le bourg,
- pour les céréales : Coopérative Agricole de Nantes (CAN),
- pour les bovins : négociants en bestiaux dénommés sous l'appellation péjorative de « marchands de vaches ». C'est le secteur le moins organisé.

La part de marché de la Coopération Agricole (en l'occurrence la CAN) dans l'approvisionnement des exploitations (en engrais, semences, aliments du bétail, produits phytosanitaires) et la collecte des céréales est exceptionnellement élevée. La plupart des agriculteurs (80 à 100% selon les produits) sont coopérateurs. Mais pour beaucoup d'entre eux, c'est une notion floue. Ils connaissent le « syndicat » c'est-à-dire la forme primitive de coopération qui existait avant que ne soient clarifiés en 1946 les rôles respectifs de la Coopération et du Syndicalisme Agricoles. Durant les années 1950, la CAN, première coopérative du département était présidée par Horace Savelli⁶ notable par excellence puisque, outre cette présidence, il exerçait les fonctions de maire et d'exploitant agricole à la Gascherie. De plus, en tant que grand propriétaire foncier, il était de loin le premier bailleur de la commune.

Seulement 35 agriculteurs (quasi exclusivement du sud de la commune) vont plus ou moins régulièrement vendre fruits et légumes sur le marché de gros du « Champ de Mars » à Nantes.

C'est à partir du début des années 1960 que s'est mis en place en France le « Développement Agricole » basé sur les GVA (Groupements de Vulgarisation Agricole), les CETA (Centres d'Etudes Techniques Agricoles), les Centres de Gestion et d'Economie Rurale⁷. On peut estimer que le nombre d'agriculteurs chapelains qui ont sollicité ces structures n'a jamais dépassé la vingtaine sur les 172.

Ces exploitations sont gérées par des exploitants plutôt âgés. Leur âge médian est de 56 ans ce qui veut dire que la moitié d'entre eux sont proches de la

⁶ ingénieur agronome de formation

⁷ Tous organismes rattachés à la Chambre d'Agriculture.

retraite. Le REA permettait de prévoir le maintien de 36 exploitants seulement. On se préparait donc à assister à un effondrement du nombre d'agriculteurs chapelains sans commune mesure avec l'évolution observée au cours du siècle précédent. Coïncidence ou excellente anticipation, le nombre d'exploitants descendra effectivement à 34 en 2000, dont seulement 24 à temps plein, soit 14 fois moins qu'en 1900.

Evolution du nombre d'exploitants à La Chapelle sur Erdre

	1851	1901	1936	1965
Nombre d'exploitants	326	332	253	172
Nbre d'ouvriers et journaliers agricoles	32	31	34	Non déterminé

(recensements de la population pour 1851, 1901 et 1936 ; REA pour 1965)

Entre 1851 et 1965 le nombre d'exploitants a augmenté au cours de la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Ceci s'explique par l'intensification de l'agriculture durant cette période : extension des surfaces cultivables par défrichement et installation de nouveaux exploitants, mais aussi division des métairies existantes, partage des borderies. Puis durant le 20^{ème} siècle, le nombre d'exploitants a baissé au rythme de 0,75% par an.

Dans le même temps, pour la France entière, le nombre d'exploitants passait de 3,3 millions en 1855, à 3,6 vers 1890 pour décliner ensuite à 1,6 vers 1965. Mais la particularité de la situation nationale, c'est la forte baisse du salariat, notamment dans les exploitations de grandes cultures (4,1 millions de salariés en 1855, 0,7 en 1965.) A La Chapelle par contre, le nombre d'ouvriers agricoles a toujours été limité. (mais on ne connaît pas le nombre de commis et filles de fermes). L'agriculture a toujours été de type familial (nb : les commis et filles de ferme sont quasiment des aides familiaux puisqu'ils font partie du ménage comme on l'a vu en première partie). Si on raisonne en nombre de travailleurs, la baisse a été plus faible à La Chapelle, comparativement à la situation nationale. Pourtant, une grande partie des exploitations n'était plus viable depuis longtemps car trop petites et mal structurées. L'avenir était donc pour les jeunes de partir « travailler à Nantes » et pour les anciens d'attendre la retraite dans l'espoir que la vente de quelques « terrains à bâtir », à condition qu'ils soient situés du bon côté sur le Plan d'Occupation des Sols, vienne améliorer cette pension.

3- De 1856 à 1965 : le passage d'un monde à l'autre

1856, c'était la misère presque généralisée, le souvenir de famines récentes, des conditions de vie précaires, l'isolement géographique, l'obscurantisme, le travail de l'enfance à la mort comme seule occupation et principale valeur et une existence communautaire par la force des choses. Cependant, à partir de 1860 et sur toute la période avec des hauts et des bas, la situation s'améliore graduellement. Les défrichements se terminent et les dernières métairies sont implantées aux Clouis et aux Harmonières. La dernière, celle de la Croix de Pierre sera construite en 1935 . Une partie des landes⁸ sont partagées entre les borderies des villages. On se répartit des lanières de 8 à 10 mètres de large sur 100 mètres, adaptées aux outils de l'époque (la charrue à avant-train). Les ovins font les frais de cette fin des défrichements. Le phylloxéra qui a mis une vingtaine d'années à monter du midi de la France va entraîner la disparition des vignes et leur remplacement par des cépages hybrides américains beaucoup plus productifs (de variétés Noah et Othello)⁹

Mais le progrès a été inégal. Au début des années 1950 on pouvait encore observer, ponctuellement, à La Chapelle, comme dans les communes voisines, des situations matérielles, des mentalités, des comportements, des attitudes similaires à ce que décrivait Emile Zola en 1887. Et avant la seconde guerre mondiale le glanage était encore pratiqué par des vieilles femmes, veuves ou célibataires sans ressources.

Nous nous limiterons dans cette dernière partie à évoquer quelques-uns des grands facteurs de changement : 1) la mécanisation de l'agriculture qui est sans doute l'aspect le plus spectaculaire du progrès. 2) l'évolution des techniques culturales (avec le cas de la fertilisation) et d'élevage, 3) l'évolution des mentalités provoquée notamment par les deux guerres mondiales et la mise en place de la JAC (Jeunesse Agricole Catholique).

⁸ celles qui n'ont pas été appropriées par la noblesse.

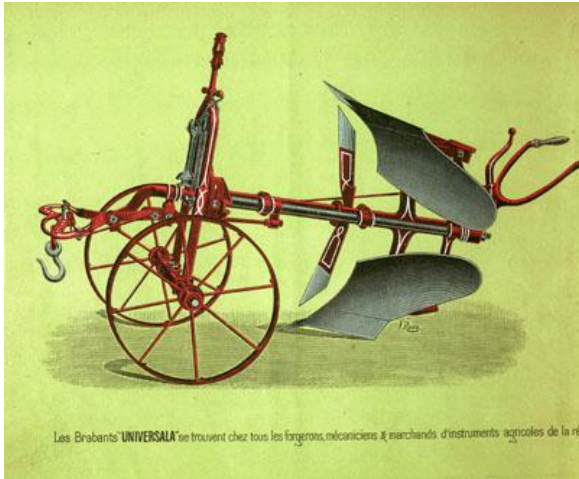
⁹ Ils ont été prohibés en 1935. Mais ils étaient encore cultivés à la Chapelle 30 ans plus tard...

La mécanisation

L'agriculture chapelaine a longtemps fonctionné avec beaucoup de main d'œuvre familiale et la force animale. Le premier tracteur n'est apparu qu'après la guerre (à la ferme de la Gascherie) et en 1965 on n'en dénombrait que 70 pour 172 exploitations. La mécanisation a toujours été relativement tardive. Son histoire peut se scinder en deux étapes: avant et après la seconde guerre mondiale, différentes dans leur forme et surtout dans leurs effets. Elles aboutissent de toute façon à améliorer spectaculairement la productivité, les revenus et les conditions de travail.

En matière de travail du sol, après l'utilisation exclusive des outils à main, (pelles, bêches, fourches, crocs, râteau ...) est arrivée l'araire puis, au 19^{ième}, la charrue à avant-train. Cette charrue comporte beaucoup de pièces en bois : les rouelles, les mancherons, l'âge. Seuls les soc, coutre et versoir sont en fer. Elle est donc largement fabriquée par les artisans locaux (forgeron et charron). Elle présente au moins deux inconvénients. Comme elle n'est pas très lourde, elle ne permet pas des labours profonds. Elle n'a qu'un seul versoir ce qui oblige à labourer en planches et donc à perdre du temps dans les manœuvres en bout de champ. De plus les sillons entre les planches sont une gêne pour les récoltes. En contrepartie, elle est bien adaptée aux attelages de vaches et aux chevaux de faible gabarit.

Plus tard, l'introduction de la charrue brabant, intégralement en fer, à deux socs réversibles sera un gros progrès. Plus lourde, elle permet un labour profond d'où un meilleur enfouissement des fumures, une meilleure implantation des cultures et donc des gains de rendement. Elle est beaucoup plus maniable, elle réduit les temps de manœuvre en bout de champ. Mais elle est plus exigeante en force de traction : il faut passer à un attelage de deux bœufs ou de deux chevaux ou au moins à un cheval de taille plus importante. Pour compléter ce matériel, on dispose de herses, rouleaux, (toujours en bois sauf les dents de la herse).

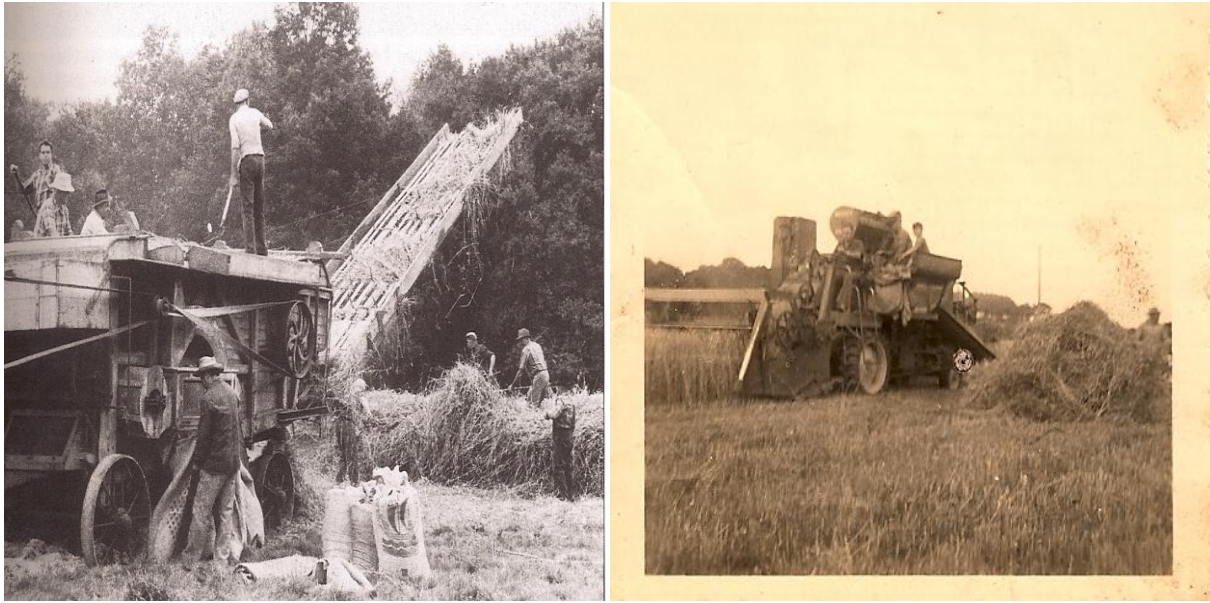


La charrue brabant et la charrue à avant-train

Mais on est toujours dans le domaine de l'outil. C'est l'arrivée de la « machine à battre » autour de 1900 qui marque réellement le début de la mécanisation. Précédemment les battages s'effectuaient à la « perche » de châtaigner, un genre de fléau. Trois ou quatre personnes frappaient en cadence la céréale étalée sur le sol pour l'égrener, puis on secouait la paille pour la séparer du grain, ensuite on le passait au tarare (ou « moulin à venter ») pour le séparer de la balle¹⁰. La batteuse réalise ces opérations en même temps et beaucoup plus rapidement, avec beaucoup moins de fatigue et moins de pertes de grain. Elle est entraînée par une machine à vapeur, dite locomobile, machine spectaculaire, fragile et peu puissante (moins de 10 chevaux). Généralement c'est un meunier qui investit dans ce matériel et devient « entrepreneur de travaux agricoles ».

La batteuse, c'est un point essentiel dont on ne parle pratiquement jamais, va changer l'organisation de la récolte au niveau de tout un collectif d'exploitations. En effet le battage c'est en moyenne 15 travailleurs mobilisés autour de la machine (en réalité une trentaine car les équipes sont doublées). Chaque exploitation ne pouvant fournir qu'une à deux personnes (trois maxi pour celles qui ont un ouvrier), il est vital d'associer dans les chantiers un « bataillon » de 15 à 20 exploitations. C'est une forme d'entraide obligatoire. Cette coopération soude la communauté au moins pendant deux semaines environ.

¹⁰ C'est en référence à cette dernière fonction essentielle qu'on l'appelait aussi **vanneuse**.



Batteuse (avant-guerre) et moissonneuse-batteuse à l'Hopitau (1956)

L'utilisation de la machine à vapeur va durer une trentaine d'années¹¹. Elle sera remplacée ensuite par des moteurs à pétrole puis après la guerre 1939/1945 par des tracteurs travaillant à poste fixe.

D'autres machines arrivent à partir du début du siècle également : les faucheuses notamment. Elles facilitent la récolte du foin en remplaçant la faux, et la moisson en remplaçant la faucille mais pour cela il faut les compléter d'accessoires pour former les javelles. Ce n'est pas encore la moissonneuse-lieuse qui elle arrivera beaucoup plus tard.

¹¹ La dernière locomobile rend l'âme à Mouline au cours des battages 1939



Le foin à l'Evardière en 1943

Il faut aussi citer le matériel domestique : écrémeuses, barattes (à l'époque on transformait tout le lait en beurre à la ferme). **Et il ne faut surtout pas oublier l'électrification au cours des années vingt et trente qui rend obsolètes bougies et lampes à pétrole. C'est le progrès par excellence, il permet d'entraîner du matériel, d'amener l'eau courante, de travailler plus longtemps en hiver, de mieux surveiller les animaux la nuit, de lire le soir, d'écouter les informations à la radio.....**

La seconde phase de la mécanisation débute après la guerre 1939/45 et c'est surtout à partir de 1950, que la mécanisation s'est généralisée. Les premiers tracteurs arrivent dans le cadre du plan Marshall, d'abord les « petits gris » Ford/Ferguson, ensuite les marques se diversifient¹². Ces tracteurs légers, avec leur matériel spécifique (charrue, herses, pulvérisateur...) sont très bien adaptés aux exploitations de taille moyenne. Ils augmentent sensiblement la rapidité et la qualité du travail du sol, gage d'une amélioration des rendements... Ils réduisent significativement les temps de transport du champ à la ferme, de la ferme à la coopérative.

¹² Ces premiers tracteurs du plan Marshall étaient destinés à une utilisation collective. Pour en bénéficier il fallait constituer une sorte de coopérative d'au moins 7 adhérents. On raconte que, dans plusieurs cas, des petits malins ont fait signer des voisins mal informés et ont gardé le tracteur pour eux, faisant ainsi une bonne opération car leur prix était intéressant, en gros le prix d'un cheval. Quelques années plus tard pour un engin similaire, il fallait décaisser l'équivalent de quatre chevaux.



**Tracteur Ferguson année 1946. Celui-ci équipé d'une barre de coupe latérale.
Il tourne encore.**

Au même moment arrivent les premières trayeuses qui permettent d'alléger le fastidieux travail de traite, d'augmenter la taille des troupeaux, d'améliorer la qualité du lait et indirectement le rendement par vache.

Bien que le machinisme se soit considérablement diversifié, la machine agricole emblématique reste la batteuse : la « machine à battre » au début du siècle et la « moissonneuse-batteuse » dans la seconde moitié du vingtième siècle. Cette dernière machine, arrivée également des Etats-Unis, après la guerre, aura des conséquences importantes. D'abord, elle améliore sensiblement la vitesse de la récolte et réduit la main d'œuvre nécessaire (deux chauffeurs qui se relaient remplacent un bataillon de 30 hommes). Ensuite elle met crûment en évidence l'archaïsme des structures agraires de La Chapelle. Le petit parcellaire où il est difficile de manœuvrer est inadapté. Enfin et c'est sans doute le plus important, elle fait voler en éclats

l'ancienne société paysanne. Avec la machine à battre il y avait obligation de se grouper, de co-opérer, de faire ensemble les battages. Avec la « moisson-batt » c'est fini, on peut travailler individuellement, se passer des services des collègues. Certes c'est une machine coûteuse qu'on ne peut posséder individuellement. Il faut donc passer par un entrepreneur ou l'acheter en commun, en CUMA¹³. Mais l'adhésion à la coopérative n'est plus un acte dicté par l'obligation de travailler ensemble. C'est une adhésion individuelle motivée par un impératif de rentabilité. Ce sont les agriculteurs les plus performants techniquement et économiquement qui s'associent. A son début la moissonneuse-batteuse est un marqueur qui permet de distinguer les « modernes » des « anciens », ceux qui « ont de l'avenir » de ceux qui n'en auront pas, les « gros » des « petits », les « agriculteurs » des « paysans ». Le plus grave dans cette affaire c'est lorsque les moins intelligents de ces « progressistes » se mettent à stigmatiser les « conservateurs ».



Juillet 1956 à l'Hopitau. Le curé Michon vient de procéder à la « bénédiction » de la première moissonneuse-batteuse de La Chapelle.

¹³ Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole

Le tableau ci-dessous illustre les progrès réalisés en un siècle en matière de récolte du blé (nombre d'heures pour 1 hectare) (d'après : « Orvault au début du siècle », CLO, pour la 1^{ère} ligne)

Date	Matériel	Moisson (heures/ha)	Battage (heures/ha)	Total
Début 20 ^{ième}	Faucille+ batteuse	60	30	90
Années 20	Javeuse+ batteuse	10	30	40
1950	Lieuse+ batteuse	3	20	23
Années 60	Moissonneuse- batteuse		3	3

Ces calculs sont indicatifs. Ils montrent que le temps de moisson et battage pour un hectare a été divisé par 30 en une soixantaine d'années. Si on ramène cette durée à la tonne de blé, le progrès est encore plus spectaculaire car les rendements ont été multipliés par 4 ou 5 durant cette période. On passe donc de 90 heures environ par tonne (car le rendement était alors de 10qx/ha environ dans la région¹⁴) à 36 minutes avec une moissonneuse-batteuse moyenne dans les années 60. (à noter que, actuellement, les machines les plus puissantes peuvent récolter une tonne en moins de deux minutes).

Dans le même temps, la valeur réelle du blé a beaucoup baissé (ou, ce qui revient à dire la même chose, le pouvoir d'achat des salaires a augmenté). Selon A. Sauvy, en 1850, il fallait 150 heures de salaire ouvrier pour un quintal de blé, environ 100 en 1900 et 50 en 1936.¹⁵

¹⁴ Contre 20qxha dans le tiers nord de la France, en Belgique, en Allemagne.

¹⁵ Actuellement (2013), un quintal de blé vaut environ 2,5 heures de SMIC.

La fertilisation et l'amélioration des sols

Les premiers engrais minéraux sont arrivés entre les deux guerres : nitrate de soude du Chili, cyanamide, phosphates, scories de déphosphoration de la fonte, potasse, et engrais dits « complets » (azote, acide phosphorique, potasse)¹⁶, chaux vive comme amendement calcaire.

Pendant longtemps, la fertilisation s'est faite exclusivement par apport de fumier. Progressivement après la guerre 1939/45, les sols des étables ont été bétonnés, le fumier enlevé tous les jours, stocké et composté sur une plate-forme ad hoc et le purin récupéré dans une fosse étanche. Cette évolution a représenté un progrès considérable par rapport à la situation qui prévalait depuis les temps immémoriaux où le sol de « l'écurie »¹⁷ était en terre battue. Les animaux vivaient sur un lit de paille abondé tous les jours (tant bien que mal en fonction des disponibilités). Le fumier s'entassait de jour en jour. Trois ou quatre fois par an on « sortait » c'est-à-dire qu'on arrachait une couche de 30 à 40 cm à la fourche pour l'emmenner à la brouette ou à la civière sur le « tas de fumier » situé dans la cour de la ferme pas bien loin du puits et de l'habitation. Cette modernisation des étables (en attendant les trayeuses) a été une avancée considérable en terme d'hygiène pour les hommes, les animaux, l'environnement¹⁸. Parfois d'ailleurs on pouvait rencontrer des exploitations avec une étable au sol bétonné et le sol des pièces d'habitation encore en terre battue. Ceci pour rappeler que bien souvent l'outil de travail passait avant « la maison ».

On ne peut pas dire que la fertilisation était parfaitement raisonnée, l'achat d'engrais se faisait plus en fonction de la trésorerie de l'exploitation que d'objectifs de maintien de la fertilité des sols. L'agriculteur ne possédait pas la formation technique adéquate. Le principal prescripteur était le magasinier de la coopérative, sans réelle formation non plus et motivé avant tout par ses propres objectifs commerciaux.

¹⁶ De chez Delafoy à Nantes . Autre usine bien connue : Kulhmann à Paimboeuf...

¹⁷ on dit l'écurie parce qu'on y logeait aussi le cheval

¹⁸ en ce temps-là, une partie du purin de toute la Chapelle finissait par arriver tranquillement dans l'Erdre avec les eaux de ruissellement.



Semences certifiées,
la génétique pour produire plus et mieux.

Il sème en toute sécurité et de façon responsable.

Elle récolte un environnement sain et un papa en pleine forme.

La semence certifiée, c'est du gagnant-gagnant.

En choisissant les semences certifiées, vous investissez pour votre santé et préservez votre environnement.

gnis  

Vous voulez savoir pourquoi ?
www.semences-cereales-certifiees.fr

Engrais complet+semences sélectionnées=rendements en hausse

Les engrais minéraux ont contribué à améliorer les rendements. Il en a été de même avec les semences sélectionnées de céréales et les produits phytosanitaires. En matière d'élevage laitier de nouvelles races plus productives (la Normande puis la Frisonne) se sont substituées aux races locales (la Nantaise). Ensuite, la mise en place de l'insémination artificielle a joué un rôle déterminant dans l'augmentation de la production laitière.¹⁹ Idem avec l'introduction de la prairie dite temporaire (de graminées) dans la rotation des cultures, en application du mot d'ordre de l'époque : « l'herbe, ça se cultive », qui a conduit à augmenter le volume et la qualité de la production fourragère.

¹⁹ En 1955, a été créée la Coopérative d'Élevage et d'Insémination Artificielle de Ste Luce. Ceci a entraîné la disparition progressive des taureaux reproducteurs. De plus, par obligation réglementaire, ces coopératives ne distribuaient que de la semence de taureaux dits « améliorateurs » c'est-à-dire dont les filles avaient des rendements supérieurs à leurs mères.



Une 'nantaise'

La race nantaise a été dominante à La Chapelle jusqu'à la seconde guerre mondiale à cause de sa rusticité. C'était aussi un excellent animal de trait grâce notamment à la disposition de ses cornes bien adaptée au port du joug. Elle a été progressivement remplacée après la guerre par des races plus productives : la « Normande » puis la « Hollandaise », nom commun de la « Française Frisonne Pie Noire ». Ce qui explique que la « Nantaise » a pratiquement disparu. Mais actuellement elle est en cours de réhabilitation grâce à des éleveurs soucieux de conserver la diversité de nos races bovines. Celle-ci est une « Nantaise » moderne comme l'indiquent ses boucles d'oreille réglementaires

Les deux guerres mondiales ont eu des conséquences opposées pour l'agriculture chapelaine. Stagnation après la première, expansion après la seconde. 460 chapelains ont été mobilisés pour **la guerre de 1914/1918**. 98 ont laissé leur vie sur les champs de bataille soit environ 20% de la population active masculine. Comme partout les paysans étaient surreprésentés dans ce macabre échantillon. Cette perte de force de travail a eu pour conséquence après la guerre de modifier les modes d'exploitation. En particulier les micro-parcelles cultivées jadis à la main, délaissées pendant la guerre n'ont pas été remises en culture. Cette guerre a eu aussi des conséquences en matière de démographie. Elle a contraint beaucoup de femmes au célibat et donc provoqué une baisse de la natalité. En 1936, la population de la Chapelle était tombée à 2090 habitants soit 20% de moins qu'en 1856 et 1900

Néanmoins à partir de 1920 la situation des trésoreries s'améliore du fait de l'apport des pensions et surtout d'une hausse continue des prix au moins jusque dans les années 30. La paysannerie chapelaine, parce qu'elle vivait surtout en autarcie et ne commercialisait qu'une part relativement faible de sa production, a été beaucoup moins touchée par la crise du blé de 1932 à 1935 que les régions de grande culture du centre et du nord de la France²⁰. C'est à cette occasion du reste que le mécanisme de l'échange blé-farine-pain qui s'était substitué à la boulange à la ferme, a démontré toute son efficacité (cf ci-dessous)

La guerre 1939-1945 a été très différente dans son déroulement et ses effets. Elle a fait peu de morts parmi les paysans chapelains. Beaucoup de jeunes ont été faits prisonniers et détenus en Allemagne, assez souvent dans des fermes comme ouvriers agricoles. Ce qui leur permet de découvrir une agriculture beaucoup plus moderne que celle qu'ils pratiquaient.

La production agricole a baissé pendant la guerre. La demande a augmenté (d'autant plus que les nantais avaient plus de moyens pour venir s'approvisionner, des vélos par exemple....). Tout ceci s'est forcément traduit par une hausse des prix²¹, une progression réelle des revenus agricoles et une amélioration des situations financières, la constitution d'une épargne.

L'assolement (la répartition des cultures) s'est modifié. On a réduit les surfaces en blé et en avoine pour en consacrer davantage à l'élevage et produire du lait et du beurre notamment, beaucoup plus rentable à cause de la pénurie de matières grasses. Les prix y étaient aussi moins encadrés que pour le blé. La panification à la ferme a repris ponctuellement car le portage du pain avait été interdit par les Pouvoirs Publics. C'est grâce à cela qu'une large partie des paysans de La Chapelle et d'ailleurs ont pu continuer, tout à fait égoïstement, à manger du pain blanc.

²⁰ la « crise de 29 » a eu des effets d'autant plus graves en France qu'elle a coïncidé avec une surproduction de blé en 1932, 1933, 1934. La production a été excédentaire de 30% par rapport aux besoins moyens, ce qui a entraîné, faute de mécanismes d'intervention sur le marché efficaces, un effondrement du prix du blé, qui a été divisé par deux en trois ans. Il s'en est suivi une misère noire, surtout dans le salariat agricole - qui représentait encore à l'époque 30% des actifs de l'agriculture - et un vote massif des campagnes, sauf dans le grand ouest, pour les candidats d'union de la gauche. Ainsi l'Aisne, premier département céréalier, a envoyé six députés de gauche sur sept à l'assemblée nationale.

²¹ En matière de marchés agricoles, une faible variation de l'offre ou de la demande entraîne une variation plus importante du prix de marché, à la baisse quand c'est l'offre (la production) qui augmente, à la hausse quand c'est la demande qui augmente.

L'évolution des mentalités

A partir des années 1920, pour contrer l'influence grandissante de la Troisième République et des idées socialistes, l'Église Catholique s'est engagée dans une politique de re-christianisation des campagnes. Une des armes de cette reconquête a été la Jeunesse Agricole Catholique (JAC). Son programme d'action tenait en trois mots aussi simples que forts : « voir, juger, agir ». Les jeunes ruraux étaient incités à se décomplexer et à s'affranchir de la tutelle des notables traditionnels (la noblesse) pour prendre en main leur destin, se former, moderniser les exploitations, s'organiser collectivement en coopératives ou en syndicats.



Le journal des « Jacistes » : Jeunes Forces Rurales

La Chapelle a été en pointe dans ce mouvement. L'abbé Garnier, le vicaire de la paroisse y était très impliqué au point de devenir l'aumônier départemental de l'organisation. Sous l'impulsion de ce prêtre dynamique, les mentalités ont commencé à bouger au milieu des années 30. Il a initié la construction de la salle St Michel (le

patronage) et proposé aux jeunes de nombreuses activités à caractère plus ou moins culturel: théâtre, sports, voyages. Il les a fait sortir à tous les sens du terme. Des cours d'agriculture post-scolaires par correspondance avec la catho d'Angers ont été mis en place pour les aides familiaux agricoles²². L'abbé ou d'autres jeunes plus avancés dans le cycle de formation faisaient fonction de répétiteur un jour par semaine. Ces jeunes ont été ainsi préparés à prendre des responsabilités très tôt : d'abord pour remplacer les soldats partis à la guerre, puis, une fois la guerre terminée, à prolonger cet engagement dans le syndicalisme agricole jeune.

On peut dire que la JAC a compensé, pour une partie des jeunes ruraux, un déficit de formation scolaire. L'école traditionnelle (l'école libre) en effet a été particulièrement déficiente sur la période 1920-1960. L'enseignement se limitait strictement au primaire, sauf pour les enfants de notables du bourg autorisés à « aller à l'école à Nantes ». Pour les jeunes de la campagne, donc pour 80% environ d'une classe d'âge, le débouché *naturel* à la fin du primaire (à 14 ans !) était soit le travail sur l'exploitation agricole des parents en tant qu'aide familial, soit l'apprentissage d'un métier chez un artisan, soit pour les filles, l'école ménagère.

L'école des garçons (St Michel) scolarisait 190 à 200 élèves en quatre classes. Sur une scolarité de 8 ans, il n'était pas rare que des jeunes soient bloqués 3 ou 4 ans dans la « grande classe », celle de fin d'étude²³. Pendant ce temps, l'école publique (celle « de là mairie » ne scolarisait qu'une quinzaine d'enfants. La pression sociale interdisait de fait à l'immense majorité de la population de fréquenter cette école « du diable ».

Nous pensons que ce système scolaire qui n'a pas su orienter une partie des enfants des petits agriculteurs et les encourager²⁴ à poursuivre leur scolarité dans l'enseignement secondaire, est en partie responsable de la situation de l'agriculture 1965 décrite en seconde partie, et caractérisée par une pléthore de petites exploitations non rentables.

²² Et dans le même esprit, des formations ménagères pour les filles.

²³ L'enseignement n'était évidemment pas gratuit. En 1957/58, la « rétribution » destinée à payer les instituteurs était de 450 francs par mois et par enfant soit environ une demi journée de salaire d'ouvrier agricole.

²⁴ Les vocations religieuses font exception à cette règle. Dans quelques cas, plus rares à la Chapelle que dans l'ouest breton ou en Vendée, il est vrai, ce fut un excellent ascenseur social.....

La question du financement

Qui dit modernisation dit investissement et financement. Avant que le Crédit Agricole Mutuel ne s'installe route de Nantes à La Chapelle, début des années 1960, et ne commence à ouvrir des comptes bancaires et distribuer largement carnets de chèques et crédits, c'est l'épargne qui finançait les investissements. Cette épargne était en général déposée à la « Caisse Rurale » tenue par Pierre Robert, exerçant par ailleurs la profession (principale) d'instituteur. La Caisse Rurale se rattachera plus tard au Crédit Mutuel. Pour être juste, il faut ajouter que l'Etat (le « Génie Rural » c'est-à-dire les DSA (Directions des Services Agricoles) accordait facilement des subventions de modernisation.

Il y avait en 1965 (cf seconde partie) 70 tracteurs pour 172 exploitations. Beaucoup d'entre elles sont donc restées dépendantes de la traction animale par insuffisance d'épargne pour investir. Elles ont eu recours beaucoup plus systématiquement à l'entrepreneur de travaux agricoles pour les travaux lourds (récoltes, labours). Les petites exploitations étaient également handicapées par l'inadaptation de leur parcellaire (dispersé et éclaté), leur faible rentabilité et donc l'impossibilité de rembourser d'éventuels crédits. La situation du fermier est bien meilleure. Il paie un fermage, c'est vrai, mais il n'a pas à bloquer des capitaux dans le foncier, pour s'agrandir ou racheter les parts des cohéritiers. Ses parcelles sont vastes, propices à l'utilisation de machines. Son gros problème c'était la sécurité du bail. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, on pouvait l'assimiler à un contrat à durée déterminée. Le fermier était à la merci du chantage et des exigences du propriétaire en terme de loyer et de prestations annexes. La promulgation du statut du fermage en 1946 a considérablement sécurisé le sort du fermier quant au foncier.

On a vu également que, à la différence de ce qui s'est passé vers 1960 dans le Finistère ou les Côtes-du-Nord par exemple où l'on a intensifié sur de petites ou moyennes surfaces, il n'y a pas eu mises en place d'ateliers hors-sol de porcs ou volailles (hormis trois cas de poulets de chair). Ceci vaut d'ailleurs pour toute la Loire-Atlantique et tient largement au fait que les coopératives n'ont pas cherché à motiver leurs adhérents. Elles ont ronronné, leurs sociétaires également. Pourtant elles avaient autant, sinon plus d'atouts, que des entreprises comme Coopagri à Landerneau, la CECAB à Vannes ou UNICOPA, en particulier une proximité favorable des débouchés et des sources d'approvisionnement (céréales, soja...). Il ne manquait sans doute que la volonté de se battre et d'entreprendre. Mais pour cela, il aurait fallu que les agriculteurs prennent bien plus tôt le contrôle de leurs coopératives comme dans les deux départements que l'on a cités. Il n'est pas faux de dire que la JAC n'a pas tenu toutes ses promesses. Très vaste sujet.....

Trois cas concrets pour illustrer le changement

La Fête des battages

Les battages ont longtemps été le point d'orgue de l'année agricole . C'est à ce moment-là que l'on récolte ce que l'on a semé, qu'on engrange les subsistances pour l'année à venir et ce que l'on réensemencera fin octobre. Chez nous ils se déroulent en été par définition. Les citadins, qui ont tous plus ou moins du sang paysan dans les veines, sont friands de folklore. Tout est donc réuni pour assurer le succès des « fêtes des battages » et alimenter la nostalgie du bon vieux temps, en regardant la batteuse ronfler et les vieux paysans mimer des gestes qu'ils sont de moins en moins nombreux à avoir connus.

Si ce néo-rural voit les « batteries » comme une fête, pour le paysan du début du siècle, c'était un événement dont les battages folkloriques ne restitueront jamais l'esprit et l'ambiance. Les « batteries », c'est 15 jours d'excitation. Les fermes se sont organisées en « bataillons » de façon à constituer un groupe de 25 à 30 batteurs. Chaque ferme fournit un nombre d'hommes proportionnel à son importance : 1 jusqu'à l'équivalent de 2 ou 3 ha à battre, 2 jusqu'à 4 ou 5 hectares, 3 jusqu'à 7 ou 8. Le circuit des exploitations est immuable, la machine passe de l'une à l'autre, de proche en proche, mais l'ordre s'inverse d'une année à l'autre. Le bataillon suit la machine. Au temps de la vapeur, la semaine précédente, l'entrepreneur est passé déposer dans chaque ferme des blocs de charbon pour la locomobile.

La « machine à battre » tirée par des bœufs, arrive en bringuebalant sur ses roues en fer. C'est un engin rustique à l'ossature en bois et à la carrosserie en planches. Elle est mise en place par les deux « mécaniciens », grand mot pour désigner les deux salariés de l'entrepreneur chargés de véhiculer la machine, la positionner entre les barges (gerbiers), de la caler bien horizontalement, de placer la locomobile ou le tracteur qui transmettent la force motrice par une longue courroie, dans l'axe de la machine, de changer les « grilles » (les tamis) et plus généralement de superviser.

Le battage, c'est un travail à la chaîne précis de 4 équipes de 3 ou 4 personnes :

- celle sur la « barge » qui envoie les gerbes sur la batteuse,
- celle sur la machine qui engraine (introduit) la céréale,
- les porteurs de sacs,
- celle sur le pailler.

Les gestes sont simples, faciles à apprendre. C'est surtout la façon dont le travail s'organise, sans chef apparent qui est remarquable. Chacun se place *tout naturellement* au poste le mieux adapté à ses capacités. Sur la barge, on trouve l'homme sérieux, responsable qui donne les gerbes. C'est stratégique, il ne faut pas de temps mort. Il est secondé par deux ou trois jeunes qui lui approchent les gerbes des quatre coins de la meule. Sur la batteuse, on trouve trois hommes dans la « force de l'âge » un peu

téméraires mais raisonnables car leurs postes sont réputés dangereux, il ne faut pas se faire happer un bras. Les porteurs de sacs sont les forts en muscles de la bande (et un peu en gueule) soucieux d'étaler leur force et endurance. Le pailler est le domaine des hommes mûrs, ce ne sont pas les postes les plus fatigants, mais il faut être expérimenté: le tas de paille, c'est ce qui restera de visible une fois la machine partie. Pour bâtir un beau pailler il faut déterminer avant tout les dimensions optimales par rapport au volume de paille à venir. Question d'habitude. D'ailleurs, tourne autour du pailler le sage du groupe, trop vieux pour grimper aux échelles.

Comme les équipes sont doubles, on permute toutes les demi-heures. Entre temps, on va « boire un coup », à l'ombre dans la « cave », pour faire passer la poussière et apprécier la barrique de vin que le patron a mis spécialement en perce, sa meilleure. Ce qui ne sera pas bu sera « mis en bouteilles ».

Tout ce travail s'achève, comme chez les Gaulois, par un festin, enfin plus exactement un repas amélioré qui permettra à la maîtresse de maison de se distinguer elle aussi. Dès le repas terminé, on enchaîne dans la ferme suivante. Comme on le voit, bien qu'il fasse chaud, qu'il y ait du bruit et de la poussière, ce n'est pas le bagne, ni même l'usine. Et c'est mieux que le travail solitaire du reste de l'année.

L'âtre et la cheminée



Intérieur paysan, la grande cheminée, le galettier

Le citadin qui a une cheminée chez lui pour le plaisir de regarder le feu (parfois derrière une vitre) est généralement étonné par les (dis)proportions et la taille des anciennes cheminées de fermes. Il n'est pas surpris d'apprendre qu'elles « fument » dans la pièce et qu'il faille souvent entrebâiller la porte d'entrée pour améliorer le tirage, les jours de vent d'ouest. Il a oublié que ces cheminées n'étaient pas faites pour se chauffer mais pour produire l'eau chaude, et pour cuire les aliments deux fois par jour, 365 jours par an. Il fallait que la maîtresse de maison puisse s'y tenir debout, plus exactement courbée, pour touiller, surveiller la cuisson, accrocher les marmites et les chaudrons à la crémaillère, étaler la pâte et retourner les galettes de blé noir....

La cheminée symbolise les difficultés quotidiennes de la vie à la campagne. Allumer le feu de bois, en se levant le matin avant d'aller traire les vaches ou en revenant des champs le midi est particulièrement astreignant, l'alimenter pour en contrôler la chaleur est fastidieux.

En outre il faut « faire le bois ». C'est une ressource rare : il y a peu d'arbres sur les gageries. On se contente d'étêter les chênes une fois tous les sept ans pour faire des fagots. Les bois nobles, le châtaigner, le cerisier, sont réservés pour la fabrication des tonneaux, des meubles... Faire le bois occupe une partie de l'hiver. Il faut le transporter sur l'aire auprès de la « maison », le laisser sécher avant de pouvoir l'utiliser à partir de l'hiver suivant. Bien qu'il soit stocké dehors, il faut s'arranger pour qu'il reste sec et facile à enflammer. Se chauffer ? pas possible. Vu le mauvais rendement de la cheminée, il faudrait une trop grande quantité de bois. De plus les maisons sont des passoires thermiques avec leurs plafonds de 2 cm d'épaisseur (sauf s'il y a du grain ou du foin stocké dessus), leurs sols en terre battue, leurs murs humides, leurs menuiseries mal ajustées. Il y gèle parfois l'hiver.

C'est pourquoi, dès qu'elle en a les moyens, la famille achète une cuisinière à bois (à feu continu) puis un « butagaz » et s'empresse de « faire boucher la cheminée ».

La fin des fours à pain

Les fours à pain ont été délaissés à cause de leurs coûts de fonctionnement et de la baisse de la ressource en combustible. Il est très couteux - en temps de travail - de faire son pain. Il faut pétrir la pâte, former les pâtons, les laisser reposer, chauffer le four, enfourner, surveiller la cuisson, les retirer, tout ça pour une qualité aléatoire compte tenu des variétés de blé de l'époque et des modes de récolte. Cet ensemble d'opérations occupe une personne au moins un jour par semaine.

Mais le travail le plus ingrat aura été de « faire le bois ». Comme il n'est pas question d'utiliser les bois d'émondage des chênes têtards qui sont d'abord réservés à la cheminée pour les cuissons quotidiennes, on utilise ce qu'on trouve encore sur les landes : les ajoncs, les genêts, les ronces. Au sens propre, c'est ce qui s'appelle faire feu de tout

bois. Boulanger une fois par semaine implique de disposer d'au moins 500 fagots. L'abattage, leur confection, sachant qu'un travailleur moyen en fait 50 par jour environ (sans compter le temps pris par l'abattage), leur transport sur l'aire de stockage auprès du four, prend donc au moins un mois dans l'année.

Le pain d'une famille de six personnes qui boulangue une fois par semaine va ainsi représenter tout compris deux jours de travail pour 20 à 30 kg de pain (soit plus de deux heures par pain ?). De ce point de vue, le blé noir transformé en galettes est plus intéressant.

Par ailleurs, les défrichements avancent, la lande recule...Il est préférable de cultiver les terres et d'intensifier en développant l'élevage bovin, que de maintenir les friches pour des moutons et des ajoncs. On va donc s'orienter progressivement vers l'approvisionnement en pain auprès d'artisans spécialisés, c'est-à-dire des professionnels, : les boulangers. On le fait généralement dans le cadre de l'échange blé/farine/pain : l'agriculteur fournit le blé, le minotier fabrique la farine et récupère les issues pour se rémunérer ; le boulanger fabrique le pain et le porte à domicile. Son service est rétribué soit en farine soit par une redevance de cuisson. Les termes de l'échange sont très favorables à l'agriculteur. Avec 100 kg de blé, on pouvait obtenir 50 kg en pain de six livres.

En guise de conclusion...

L'histoire de l'agriculture chapelaine est riche et complexe. Il en reste beaucoup de traces : tout un patrimoine visible de longères, de fours, de hangars, de moulins et de paysages. Mais ce patrimoine cache l'essentiel : l'histoire des paysans qui l'ont érigé et façonné. Au cours des 110 ans à cheval sur les 19 et 20^{ième} siècles, ces paysans ont bien travaillé et bien évolué.

La Chapelle-sur-Erdre en 1856, c'est 326 exploitants, c'est-à-dire avec leurs familles, leurs commis et journaliers, la très grande majorité de la population. Le bourg n'est qu'un village comme un autre, très agricole lui aussi avec ses gageries de Mazaire, du Ploreau, ses métairies de Beauregard et de la Lande du Bourg. C'est une commune dont la mise en valeur se termine: il ne reste plus que 12% de landes. Elle est étirée sur plus de 12 kilomètres, coupée quasiment en trois morceaux, dont un sud plutôt dynamique et un nord relativement moins développé. Avec les chemins et les moyens de déplacement de l'époque, il fallait une demi-journée pour aller d'un bout à l'autre de la commune. Les gens vivaient donc en autarcie dans des communautés isolées de 100 à 200 habitants. Ces conditions de vie, on les imagine assez facilement : beaucoup de travail pour des productions faibles, aléatoires, une faible espérance de vie, des conditions de

vie médiocres aux plans sanitaire, habitat, éducation... La vie dans le noir à tous les sens du terme.....

La Chapelle-sur-Erdre en 1965, c'est une agriculture prospère, malgré les crises et la proximité de Nantes et de son bassin d'emploi à une demi-heure. C'est une agriculture qui produit maintenant pour vendre à l'extérieur surtout du lait mais aussi des bovins, des céréales, des porcins, des fruits, en utilisant des circuits commerciaux plutôt bien organisés : coopératives, négociants, vente directe. Ce sont des paysans qui font aussi plus d'enfants et qui bénéficient d'une amélioration sensible des prestations familiales. Le revenu disponible augmente donc, d'autant que les habitudes alimentaires d'autoconsommation persistent longtemps, la pratique de l'échange blé-pain par exemple n'est remise en cause par les trois boulangers du bourg que vers 1963.

Les causes principales de ces changements sont à chercher dans tout ce qui a contribué à l'augmentation de la productivité en agriculture: amélioration des techniques culturales et d'élevage, fertilisation, traitement des cultures, insémination artificielle, utilisation de semences sélectionnées. L'ouverture de voies de communication a également joué un rôle essentiel, ainsi que ce qui relève de la formation et de la réceptivité au progrès technique. Tous ces éléments ont contribué à porter l'agriculture chapelaine à une sorte d'apogée en 1965. Cette agriculture c'était alors une paysannerie de 172 exploitants, soit avec leurs conjoints et leurs aides familiaux une population considérable. On ne peut pas les oublier.

Michel Quirion